

peut-être peine à extirper. Il semble donc, pour résumer cette digression, que le travail et le vœu prédominant de la bourgeoisie auraient dû être de se soustraire à l'ascendant du clergé, et que tout son effort aurait dû se concentrer sur ce point.

Les difficultés d'une semblable émancipation étaient immenses. Riche, considéré, ancien dans le pouvoir, le clergé avait pour lui les restes de cet esprit moitié religieux, moitié chevaleresque entretenu en Espagne, pendant tout le moyen âge, par la guerre des Maures, esprit plus nouvellement alimenté par la découverte de l'Amérique et par l'appareil fastueux des cérémonies religieuses. L'ignorance des masses, leur amour des habitudes anciennes, rendu plus profond par leur ignorance même et par l'absence de tout point de comparaison, tout rendait la tâche de la bourgeoisie épineuse et difficile; et il semble que, si la victoire lui eût été possible, elle ne le serait devenue que par une alliance intime avec le seul pouvoir qui pût contre-balancer, dans l'esprit des peuples, le prestige du clergé, avec le seul pouvoir qui fût ancien comme le clergé, qui fût riche comme le clergé, capable comme le clergé de frapper les imaginations par un prestige extérieur fortifié de toutes les idées de fidélité, de respect, de vénération, idées de tout temps familières aux Espagnols, je veux parler de la royauté.

Tout ceci n'est pas d'ailleurs une pure spéculation, un pur rapprochement d'idées prises en dehors des faits; il faut se souvenir que toutes les tentatives libérales faites jusqu'à ce jour en Espagne n'ont jamais dû qu'à la royauté leur existence éphémère. L'espèce d'école philosophique du comte d'Aranda ne vécut qu'à l'ombre de la protection de Charles III; quant à la constitution de Cadix, ce fut si bien à la royauté qu'elle dut l'adhésion passive des masses, que, le jour où la royauté se tourna contre elle, elle s'évanouit comme une ombre. L'idée d'être gouverné par une charte, par une constitution, par quelque chose qui n'est pas vivant, qui n'a pas de volonté et de puissance propre, est une idée étrange pour le peuple espagnol, et à laquelle il aura de la peine à s'habituer, si jamais il s'y habitue: il comprend fort bien que les moines le gouvernent, que le roi le gouverne, qu'un ou plusieurs hommes lui commandent; pour la constitution, c'est toujours pour lui *una papeleta*, un petit morceau de papier.

Or, lorsque Ferdinand mourut, qui donna le signal du mouve-

ment, si ce n'est la royauté? Si la royauté n'avait parlé de *despotisme éclairé*, si l'exclusion d'un prince connu pour son attachement aux vieilles maximes n'eût donné le branle, croyez-vous que la bourgeoisie toute seule, avec ses noms, tous, hormis un seul¹, inconnus du peuple, croyez-vous que la bourgeoisie, avec la constitution de 1812 pour drapeau, eût pu parvenir à se faire proclamer en Espagne? Jamais. Ce ne fut que sur l'initiative et sur l'appel de la royauté que la bourgeoisie se trouva en possession du pouvoir : sa tâche était rude et difficile, elle exigeait beaucoup de vigueur, d'habileté, de connaissance réelle du pays, et surtout une grande union entre tous les pouvoirs et entre tous les hommes appelés à concourir à la régénération de l'Espagne. Chacun a pu voir comment ces conditions indispensables pour le succès se sont trouvées remplies. On peut dire, je crois, sans injustice, que personne n'a fait son devoir, le pouvoir en n'agissant pas, le parti du mouvement en démolissant le pouvoir sans être prêt pour le remplacer ; on se trouvait en face d'un ennemi redoutable qu'il fallait écraser promptement sous peine de voir ses rangs se grossir de tous les intérêts anciens auxquels on donnait le temps de se rassurer ; et au lieu de porter toute son attention sur la guerre, de tourner toute son énergie de ce côté, on vit le parti libéral, poussé par je ne sais quel faux esprit d'imitation de la révolution française, compliquer sa situation comme à plaisir, engager la lutte avec la royauté et se déchirer lui-même comme si la guerre civile n'eût pas suffi à occuper ses forces. La convention française avait détruit le pouvoir du clergé, abattu le pouvoir royal, et, non contente de soutenir la guerre contre l'Europe et contre la vieille France, elle avait elle-même déchiré ses propres entrailles et envoyé à l'échafaud la portion la plus modérée de ses membres : on dirait que la révolution espagnole n'a rien trouvé de plus à propos que de répéter le rôle mot pour mot. La royauté, le seul point de ralliement possible, la seule bannière respectée des deux partis, a été humiliée, violente, annulée, et la bourgeoisie, qui accomplissait ce beau chef-d'œuvre, obligeait du même coup les plus intelligents et les plus éclairés de ses membres à quitter leur patrie ; en sorte que l'Espagne offrait et offre encore ce spectacle bizarre d'un pays qui, lancé dans la carrière révolu-

¹ Mina.

tionnaire, menacé par la guerre civile, par la faillite, use à plaisir ses ressources, s'aliène ses partisans, et qui, au lieu d'agir, passe son temps à discuter sur des théories libérales, comme les Grecs de Byzance, menacés par les Barbares, se disputaient sur la procession du Saint-Esprit et se battaient pour les cochers du cirque et la faction verte et la faction bleue.

Le fait est qu'on s'occupe très-fort, dans ce pays, de savoir si on aura une chambre ou deux chambres, si les ministres doivent, nonobstant la consitution de 1812, assister aux séances parlementaires, et autres points de même importance; mais personne ne s'inquiète de savoir si le gouvernement espagnol existera encore dans six mois; personne ne s'inquiète de savoir où on trouvera de l'argent pour payer au mois d'avril ce qu'on n'a pu payer au mois de novembre; personne ne s'inquiète de savoir où on trouvera un général qui fasse un peu moins de phrases et un peu plus de besogne que les généraux employés jusqu'ici.

C'est une chose remarquable, et sur laquelle on ne saurait trop insister, que cette préoccupation puérile, on peut le dire, des libertés abstraites et des grands mots. Il faut des déclarations de droits, il faut la liberté de la presse et toutes les libertés possibles, et chacun paraît croire que, quand une fois ces mots sonores auront été débattus et prononcés dans la chambre et inscrits dans la constitution, tout sera dit. L'esprit d'ordre, de discipline, l'économie dans l'administration, l'esprit de suite, de persévérance, la volonté de réussir, tout ce qui fait le talent de l'homme d'État et tout ce qui assure le succès, semble devoir être le résultat de ces mots magiques; car, chose singulière! il n'y a point ici un seul homme qui inspire quelque confiance; il n'y a aucun de ces hommes dont la raison, le savoir, la prudence ou l'énergie font autorité et rallient les faibles: tout le monde ici va de pair et confusément, sans guide, sans chef, sans but.

Aussi vous pouvez lire, si cela vous est agréable, les séances des cortès; mais tenez-vous pour bien assuré que tout ce qui se passe là ne signifie rien, que personne dans les cortès ne possède la foi ni la science du succès. Les cortès ont repoussé le projet des tribunaux exceptionnels, elles ont reconnu la régence de la reine; vous pouvez attendre d'elle-même d'autres mesures semblables modérées et sages, mais insuffisantes. Quand on détruit, il faudrait savoir rem-

placer. Or, le parti du mouvement n'a eu jusqu'à ce jour qu'une puissance de désorganisation : il a désorganisé le statut royal, sans avoir encore organisé une constitution ; il a désorganisé la royauté, sans avoir rempli la place qu'il rendait vacante par le fait ; il a désorganisé l'armée et la discipline ; il a destitué des généraux incapables, sans leur en avoir substitué de meilleurs : il a détruit les couvents, sans avoir su les remplacer ni dans leur influence morale sur le paysan, ni dans leurs bienfaits économiques ; enfin il se désorganise lui-même chaque jour ; il effraie, il exile une portion de la classe moyenne, il confisque ses biens et se fait des ennemis de ses alliés naturels. Aussi voyez, l'activité des cortès est immense, il s'y brasse, chaque jour, des lois par douzaine ; les gazettes sont pleines de lois, de décrets et d'ordonnances, et les aveugles de Madrid s'enrouent, tout le jour, à crier les bulletins de l'armée. Voulez-vous connaître au juste la valeur réelle et l'efficacité pratique de tout ce luxe de paroles et de papiers, permettez-moi de vous mettre au courant de quelques petites nouvelles récentes qui, mieux que tous les raisonnements politiques, vous mettront au courant de la situation véritable du pays.

Pendant qu'on fait des lois pour le plus grand bonheur de l'Espagne, toutes les communications avec les provinces se trouvent peu à peu interceptées. La route de Séville est coupée en deux endroits ; des galères (voitures de roulage) ont été dévalisées il y a peu de jours, le courrier brûlé et les voyageurs horriblement maltraités. Dimanche dernier, la diligence de Valence a été obligée de s'arrêter à vingt lieues de Madrid, parce que les factieux faisaient le siège du village dans lequel elle se trouvait. Sur la route de Santander, un voyageur a été récemment assassiné, et un autre arrivant de France par l'Aragon a vu, à Guadalaxara et à Alcala, les habitants en armes qui s'attendaient à une alerte de l'ennemi. Pour peu que la route d'Aragon se trouve occupée, il n'y aura bientôt plus moyen de sortir de Madrid. Or, il ne faut pas croire que ce soient toujours des factieux qui interceptent les routes, volent les diligences et assassinent les voyageurs. Tout cela, vous pouvez le croire, ne se fait pas pour le compte de Charles V ; les voleurs travaillent maintenant pour leur compte et en grand. Dans un pays difficile et coupé de montagnes comme celui-ci, la police a toujours été difficile ; mais le brigandage aujourd'hui s'étend et se recrute de mille manières : le soldat qui



n'est pas payé, le conscrit menacé de partir, l'habitant ruiné par la guerre, le pensionnaire des couvents privé de son pain quotidien, tout cela prend le fusil et va gagner sa vie sur les grands chemins. Par tout autre pays, ce ne serait là qu'un inconvénient temporaire et secondaire, du ressort de la police. Ici, c'est tout autre chose, c'est une calamité contagieuse, qui, la guerre continuant, pourra devenir un véritable fléau ; car tout en favorise les développements, la misère, l'impunité, et enfin la considération qui s'attache, dans le peuple, au métier de voleur.

En France, où la police est bien faite, le vol à main armée est difficile et dangereux ; cela conduit aux galères ou à l'échafaud, c'est une perspective qui gâte le métier. Ici le voleur est rarement arrêté, et quand il l'est, s'il a eu soin de mettre quelques piastres de côté pour l'*escribano*, il en est quitte pour quelques mois de prison¹, peine tout à fait insuffisante pour décourager les vocations prononcées. Chez nous, le voleur, réduit, par le danger, aux moyens clandestins, à la filouterie, a, en général, l'opinion populaire contre lui, et il ne peut se concilier quelque intérêt que par une audace extraordinaire, toujours assez rare. Ici, où la police est nulle, le voleur qui se montre à découvert et qui vous attaque en plein jour et à force ouverte est le roi du grand chemin : c'est une espèce de souverain indépendant qui fait des courses en pays ennemi ; aussi, loin d'être un objet de réprobation, est-il presque toujours admiré du peuple, loué, célébré dans des chants populaires qui perpétuent le souvenir de ses hauts faits, de sorte que, grâce à l'immortalité que confère la poésie, le nom de Jose Maria, le fameux brigand andalou, se trouve pour le peuple quelque chose d'équivalent à celui du Cid ou de tel autre héros des temps passés. Joignez à de semblables prédispositions morales l'action des circonstances présentes, la misère, l'exemple des bandes de Cabrera et autres, l'impuissance où le gouvernement se trouve de protéger les populations, lui qui peut à peine se protéger lui-même, et il vous sera facile de concevoir que le brigandage, favorisé par tant de causes réunies, peut devenir une des formes les plus menaçantes de la dissolution sociale vers laquelle ce pays semble marcher à grands pas.

Je m'aperçois qu'ayant commencé par vous entretenir des partis

¹ Voir plus bas la Lettre sur la justice.

et de leur attitude respective, je me suis trouvé involontairement amené à vous parler de brigandages et à terminer par de véritables considérations de police. Hélas ! ce n'est pas ma faute si la triste réalité m'a fait descendre aussi bas, il faut bien prendre les choses où elles sont ; ce n'est pas ma faute si, pendant que les cortès et les ministres se perdent dans les nuages de leur théologie politique, les factieux et les voleurs prennent possession de l'Espagne.

LETTRE IX.

Madrid, 20 décembre 1836.

Je voudrais bien ne pas vous retenir éternellement dans les aperçus généraux ; je voudrais pouvoir vous entretenir à loisir d'une des nombreuses spécialités que l'Espagne offre à la curiosité de l'étranger ; mais je ne puis non plus oublier tout à fait que c'est des intérêts généraux de l'Espagne que l'Europe s'occupe aujourd'hui, et mon esprit se trouve toujours involontairement ramené vers les questions mêmes que je voudrais abandonner un instant. Permettez-moi donc de vous parler encore du passé et de l'attitude mutuelle des partis ; aussi bien, c'est là, ce me semble, la grosse question, et si nous l'étreignons une fois fortement, nous aurons ensuite bon marché des détails.

Je vous ai presque exclusivement entretenu jusqu'ici des fautes et des infirmités du parti libéral, et j'aurai encore à vous en parler aujourd'hui. Il est vrai qu'elles abondent et que je les ai sous les yeux. Toutefois, avant de poursuivre, je voudrais consacrer quelques lignes au parti absolutiste, auquel vous pourriez attribuer, bien à tort, suivant moi, la force qui manque à ses adversaires.

Quelque triste que cela soit à dire, il faut bien se convaincre qu'il n'y a aujourd'hui, d'aucun côté, rien de fort et d'énergique en Espagne ; la mollesse et l'égalité prolongée de la lutte en sont la meilleure preuve. Cependant une semblable assertion paraît si étrange quand on l'applique à un peuple aussi notoirement énergique que les Espagnols, que vous me permettrez d'analyser un peu longue-

ment les causes de cette singulière torpeur ; autrement nous paraîtrions tomber dans le ridicule de décrier un peuple dont les souvenirs de 1808 ne nous permettent pas de parler légèrement.

La force du clergé, qui forme à lui seul presque toute la partie active de la faction absolutiste, reposait, dit-on, sur trois bases principales : la superstition du peuple, sa propre richesse, et, enfin, son ancienneté et les traditions de respect qui devaient naturellement s'y rattacher. Quant à la superstition dont on a tant parlé, je suis fâché de me mettre en contradiction, à cet égard, avec l'opinion reçue ; mais, autant que j'en ai pu juger par moi-même, je ne crois pas qu'on puisse se figurer rien de moins superstitieux que le peuple espagnol. Personne ici, dans aucune classe, ne croit aux revenants ni aux esprits, ni à aucune de ces formes surnaturelles que les peuples du Nord aperçoivent au fond de leurs brouillards. On peut dire que c'est tout au plus s'ils croient en Dieu¹ ; et, en effet, sous un ciel pur, serein, égal, où les saisons sont rarement troublées dans leur cours naturel, et où le cultivateur n'a point à demander grâce au ciel pour sa récolte, la superstition ne peut guère être que la divinisation de certaines formes extérieures : c'est une disposition à l'anthropomorphisme ; mais ce n'est point cette source intarissable de terreurs et de menaces qui trouble les consciences, et qui, dans d'autres pays, les livre à l'influence du clergé. En ce qui concerne les richesses et le crédit qu'elles confèrent, la suppression des couvents a été, sous ce rapport, un coup qui, bien conduit, pouvait être mortel pour le clergé. Quant à l'ancienneté et au respect qui s'y rattache naturellement, on peut dire que l'invasion française de 1808 et les perturbations politiques qui se sont succédé depuis lors ont profondément ébranlé les racines séculaires, mais pourries, que les moines et les prêtres avaient poussées en Espagne. Les Français, lors de l'invasion, ont maltraité des moines, profané des reliques, et ces profanations, qui leur valaient alors la haine du peuple, ont pourtant porté un coup funeste à la superstition, en montrant ce qu'on pouvait impunément oser contre des hommes et des objets jusque-là réputés sacrés et inviolables. Enfin les deux années de régime anti-monacal par où passa l'Espagne en 1820, et le temps

¹ Rien de plus curieux que les injures choisies et raffinées dont ils saluent leurs saints de prédilection et Dieu lui-même dans certains moments de colère.

de semi-liberté qui s'est écoulé depuis la mort de Ferdinand, ont accoutumé les esprits à une certaine indépendance de pensée ; on a osé exprimer ce qu'on pensait des moines, et dès lors leur prestige s'est évanoui ; il n'y a qu'une autorité forte et honorable qui puisse supporter le grand jour : sur les institutions décrépites et vermoulues, la lumière fait l'effet de la foudre. Aussi le clergé, aujourd'hui, a-t-il conscience de sa faiblesse ; il n'ose pas, et son audace n'est pas même à la hauteur de ses forces ; il laisse agir le temps, les événements ; il laisse ses adversaires se détruire eux-mêmes par défaut d'activité et de concert, et peut-être sa tactique est-elle, après tout, la plus sûre qu'il pût adopter.

Du reste, cette défiance, qui a fait garder la neutralité à la plus grande partie du clergé, exerce aussi ses ravages dans toutes les nuances du parti libéral. C'est la défiance qui paralyse tous les courages, tous les talents, et qui rend la lutte si équivoque et si molle ; et le grand malheur de tous les hommes qui sont arrivés au pouvoir est de n'avoir pas su conquérir de vive force la confiance, sans laquelle il est impossible de marcher. Que si vous me demandez d'où vient cette défiance universelle et opiniâtre, je vous prierai de revenir un instant en arrière avec moi : nous l'aurons bien vite expliquée.

C'est de 1808 que devra dater l'Espagne moderne ; c'est le choc de la France qui l'a réveillée de son long sommeil ; c'est quand elle s'est sentie menacée dans son existence nationale que l'Espagne s'est souvenue de sa force et de son énergie, et c'est depuis lors seulement qu'elle a essayé de se régler sur la marche commune des nations européennes ; mais le malheur de l'Espagne a voulu que la lutte contre l'étranger absorbât toutes ses forces, et que son cri de ralliement fût précisément le nom du roi le plus indigne de tant d'amour et de fidélité. La révolution française a changé la face de la France ; mais tous les esprits étaient tournés alors vers les réformes intérieures : la guerre fut un accident trop peu considérable pour détourner le cours irrésistible de l'esprit réformateur. La France ne s'est pas vue, pour commencer, envahie pendant six ans ; quand la guerre devint sérieuse, elle avait déjà porté au régime ancien des coups irréparables, et les attaques de l'étranger ne servirent qu'à ajouter aux conquêtes de l'esprit de liberté la consécration d'une gloire européenne. Ce fut, au contraire, la lutte contre l'étranger qui absorba toute la

vigueur de l'Espagne, et elle ne put consacrer à l'œuvre de sa régénération intérieure que les restes d'une ardeur déjà fatiguée. Qu'est-il résulté de là? c'est que, depuis 1814, il ne s'est pas encore manifesté un seul mouvement politique vraiment franc et national, et que tout s'est passé en tentatives et en oscillations définitivement infructueuses et, de plus, fatales aux hommes généreux qui s'en faisaient les instruments. Porlier, Lacy, Vidal, qui pré lurent au mouvement de 1820, périrent sur l'échafaud. Riego, qui l'accomplit, eut le même sort. Ceux qui avaient travaillé à l'œuvre de la constitution de 1812 avaient été envoyés aux *presides* par Ferdinand. Après la restauration de 1823, tous les hommes compromis furent obligés de sortir du royaume, et trop heureux encore ceux qui en furent quittes à ce prix. Les ministres qui gouvernèrent après la restauration de 1823 se sont trouvés, à leur tour, obligés de sortir d'Espagne à la mort de Ferdinand; et, enfin, aujourd'hui, M. Martinez de la Rosa, qui avait si cruellement souffert pour la liberté, n'est protégé contre les haines qu'il a soulevées que par la loyauté reconnue de son caractère. M. Zea Bermudez n'est plus en Espagne, ni M. de Toréno, ni M. Galiano, ni M. Isturitz, ni aucun de ceux qui, sans avoir occupé le ministère, ont pris du moins aux affaires une part indirecte. Que peut-il résulter de là, si ce n'est une défiance et une hésitation bien légitimes à se mettre en avant, et l'inaction et la neutralité de tous les hommes éclairés, mais prudents? Une autre conséquence non moins fâcheuse de cette moisson d'hommes, c'est qu'il ne se forme point de traditions politiques, que ce sont toujours de nouveaux essais, de nouveaux noms, de nouveaux commencements, et que rien de durable ne peut s'enraciner sur ce sable mouvant.

Cette défiance, confirmée par des expériences multipliées, a entretenu, depuis longtemps, dans les rangs du parti libéral, une hésitation fatale qui lui fait toujours manquer le moment propice et éluder les questions décisives avec le même empressement que les partis forts et qui se sentent forts mettent à les rechercher. Cette disposition générale de l'esprit public n'est pas plus imputable aux ministres actuels qu'à leurs devanciers : ils ne l'ont pas faite, ils la partagent; peut-être paieront-ils, comme derniers héritiers, les dettes de la succession, sans qu'il y ait d'autre reproche à leur faire que de n'avoir pas eu la force de réagir contre une habitude fatale,

et de n'avoir pas déployé la vigueur particulière qu'exigeaient les circonstances. Je voudrais vous rendre ma pensée plus claire par un exemple choisi entre plusieurs du même genre.

Quand Ferdinand mourut, ce fut la couronne, ainsi que je vous le faisais remarquer l'autre jour, qui donna l'impulsion au mouvement libéral par le fameux programme de M. Zea Bermudez. Certes, si à ce moment le ministère avait osé, il pouvait bien facilement écraser la révolte carliste et contenir les agitations libérales ; mais, pour cela, il fallait se remuer et utiliser le temps. On eût pu alors, comme on l'a fait depuis, déclarer nationales les propriétés des couvents, mais, bien entendu, sans massacrer les moines ; on les aurait ainsi désarmés, on se serait ménagé d'immenses ressources, on se serait rallié, par ce coup de vigueur, tout le parti libéral, qui, alors, était loin d'espérer autant, et l'on aurait évité la position fautive où le gouvernement s'est trouvé depuis, lorsque, spectateur d'un mouvement dont l'initiative lui appartenait, il se trouvait obligé de tolérer des violences dont il gardait tout l'odieux et toute la responsabilité, sans que le profit moral lui en revînt : on aurait pu alors aussi supprimer les dîmes du clergé, les faire arriver toutes dans le trésor, et le payer directement ¹. Une semblable mesure eût été décisive.

Le clergé une fois désarmé, il aurait fallu que la reine parcourût les provinces, se montrât aux Espagnols, fit appel à leur loyauté, et se remit, elle et sa fille, entre leurs mains. Ce que je vous dis là n'est pas une idée qui m'ait traversé le cerveau par hasard ; je l'ai entendu exprimer ici par plus d'un Espagnol, et j'ai été frappé de la justesse de leurs raisonnements à ce sujet. La reine, pour le peuple, c'était la *reine*, la veuve du roi, son successeur de fait et de droit. Protégée vis à vis du peuple par le prestige de l'ancienne royauté, recommandée à la bourgeoisie par la libéralité de ses intentions, un semblable voyage à travers les provinces eût réchauffé tout le vieil enthousiasme de fidélité des Espagnols. En voyant une reine, une femme jeune et belle, une mère qui leur aurait recommandé ses enfants, croyez que le vieil esprit chevaleresque de l'Espagne aurait parlé, que plus d'une vieille escopette rouillée et

¹ Il eût fallu pour cela un gouvernement fort, franchement révolutionnaire et bon administrateur. Quant aux inconvénients qu'a eus cette mesure dans l'état actuel des choses, voir plus bas la Lettre sur les biens nationaux.

accrochée au râtelier, depuis la guerre de l'indépendance, aurait été remise en état, que tout ce peuple, que vous voyez si froid, si insouciant spectateur des formules politiques qu'on fait défiler devant lui, se serait ému, passionné, et que l'insurrection, à peine naissante, eût pu être facilement écrasée dans son berceau. Il a été question, depuis, de conduire la reine à l'armée; mais il était tard déjà, et l'on ne voulut pas risquer la démarche. Or, c'est en temps de révolution qu'il faut se souvenir du proverbe : *Qui ne risque rien n'a rien*. Quel poids énorme n'a pas jeté dans la balance la présence de don Carlos en Navarre? et si, après trois ans, la cause de la reine se trouve encore pour le moins aussi bonne que celle du prétendant; si un homme énergique, la prenant en main, peut encore aujourd'hui la faire infailliblement triompher, jugez de ce qu'eût pu faire un élan national, lorsque l'insurrection, mal organisée, n'avait point encore cette confiance qu'inspirent le temps, l'impunité et le succès!

Je ne sais si je me fais illusion; mais il me semble que quelque démarche éclatante et décidée aurait agi sur l'imagination du peuple et l'aurait tiré de cette neutralité passive qui éternise la querelle; si, au lieu de batailler sur des droits abstraits, on eût dit au paysan : « Mon ami, la reine, la veuve du roi Ferdinand veut te donner la » liberté; or, sais-tu ce que c'est que la liberté? c'est que l'alcade » ne vienne pas chez toi te faire acheter un sac de sel dont tu n'as » que faire et qu'il te vend malgré toi; c'est qu'on ne te fasse pas » payer des droits de *paja y utensilio* pour les troupes qui passent, » et auxquelles tu as déjà fourni, en nature, la paille et le charbon. » Voilà, mon ami, ce que c'est que la liberté, et ce que la reine » veut te donner. La reine a pris les biens des couvents; ce n'est » pas par mépris de la religion, au contraire; mais elle trouve que » les couvents sont trop riches, et que leur revenu serait mieux » employé si on s'en servait, par exemple, pour ouvrir un chemin » de ton village à la ville prochaine : tu pourrais alors vendre moitié » plus de légumes, et ton champ, au lieu de trois mille réaux, t'en » rapporterait six mille. »

Le paysan espagnol n'est pas un docteur de Sorbonne; mais il entendrait cela à merveille, parce que c'est de l'éloquence populaire à l'usage de toutes les nations; mais la constitution de 1812, mais le statut royal, mais le despotisme éclairé, qui vaut le mieux? Ma foi, je n'en sais rien, dit le paysan, et je crois qu'il a raison; et puis

cette reine qu'il n'a jamais vue, qui ne fait et ne peut rien faire pour lui, qui ne fait pas toujours sa volonté, tant s'en faut, mais qui règne par ses ministres, tout cela est bien loin, bien subtil, bien métaphysique pour des gens qui n'ont pas pris leurs degrés à Salamanque. Le peuple, au nom de qui et par qui se font d'ordinaire les révolutions, n'a été attaqué ni dans ses intérêts ni dans ses sentiments, il est resté en dehors de la lutte : tout se passe dans l'intérieur de la bourgeoisie ; et comme la bourgeoisie ne se sent pas soutenue par en-bas, comme elle sait par expérience ce qu'il en coûte de se mettre en avant, de se compromettre dans les révolutions, elle en fait le moins qu'elle peut, elle vit d'économie, de prudence et de régime, et finira, si les choses continuent sur le même pied, par périr d'inanition morale.

Je vous le répète, ce n'est pas le ministère actuel que j'attaque ici plus que ses prédécesseurs ; il a trouvé la partie mal engagée, il n'a pas su la rétablir, c'est un malheur, et un grand malheur, mais qui devient plus excusable, en raison des difficultés nouvelles dont chaque jour la situation se complique. Il ne faut pas avoir vécu quinze jours ici pour voir qu'il n'y a, en effet, qu'une seule question, la guerre, la guerre, et toujours la guerre. Vous savez comment elle a été menée jusqu'ici. Enfin, il y a quelque temps, on confie la poursuite de Gomez au général qui passe pour le plus actif et le plus loyal de tous, à Narvaez. Narvaez poursuit Gomez à outrance : celui-ci, échappé par des miracles de rapidité, est dans un village à deux lieues de là ; ses soldats, exténués de fatigue, sont étendus par les rues, et n'ont plus la force de marcher. Narvaez fait demander de l'infanterie à un officier, son subordonné, pour marcher à l'ennemi et le détruire ; et celui-ci refuse obstinément, et Gomez s'échappe, et Narvaez se plaint, dans un rapport officiel, de cette indigne conduite, et l'officier coupable n'est pas fusillé ¹ à la tête de ses troupes ! Que voulez-vous espérer quand de pareilles choses passent impunies, et qu'un gouvernement n'a pas la force ou l'audace de frapper ceux qui le trahissent ?

En revanche, nous avons eu, cette semaine, une loi des suspects, moyennant laquelle les ministres pourront, sans autre forme de

¹ Non-seulement Alaix ne fut pas fusillé, mais il fut nommé au commandement de la province d'Alava, tandis que Narvaez, disgracié, était exilé à Cuenca.

procès, faire sortir de Madrid et du royaume qui bon leur semblera; car vous saurez que maintenant ce qui s'oppose au salut de l'Espagne, ce n'est plus la censure ou le manque de liberté, ce sont les étrangers, c'est la *main étrangère*¹ qui tient le fil de toutes les trahisons. Qu'il y ait ici quelques tripotages obscurs menés par des étrangers, c'est très-possible; mais, en vérité, c'est leur faire beaucoup d'honneur que de leur attribuer tout le mal qui se fait et tout le bien qui ne se fait pas. J'aurais cru, moi, qu'il y avait, dans la neutralité de la masse du peuple et dans le peu de succès des tentatives libérales depuis vingt ans, de quoi expliquer surabondamment cette espèce de paralysie politique; mais, pour le ministère, l'explication n'a pas semblé suffisante, et l'étranger, le perfide étranger, est demeuré atteint et convaincu d'être la cause de tout le mal. *C'est la faute de Voltaire, c'est la faute de Rousseau.*

Ne croyez pas cependant que je blâme les cortès d'avoir accordé au ministère les pouvoirs exorbitants qu'il a demandés. Dans la situation où se trouve le gouvernement, il ne faut rien lui refuser, il ne faut pas qu'il puisse dire : « Vous m'avez lié les mains. » Non, les cortès ont bien fait; il lui fallait accorder ce qu'il demandait, comme il lui faudra accorder encore tout ce qu'il demandera, mais à une condition, c'est qu'il rétablisse les affaires et sauve le pays. Mais aussi, si, malgré l'espèce de dictature dont il est revêtu, le gouvernement ne trouvait pas le secret de mettre enfin le trône de la reine et la cause constitutionnelle hors de danger, d'écraser le prétendant, de relever les esprits démoralisés et de resserrer les liens de la discipline hiérarchique, ne faudrait-il pas alors convenir qu'on s'est fait illusion; et que tous ces prétextes, mis en avant les uns après les autres, pour expliquer la persévérante fatalité qui, depuis trois ans, s'attache à l'Espagne libérale, ne sont choisis que pour se tromper, si l'on peut parler ainsi, la conscience en repos, que pour se tromper soi-même et se dispenser honnêtement des fortes résolutions et des mesures réellement efficaces auxquelles on ne se sent pas peut-être l'audace de recourir?

¹ *La mano extrangera.*

LETTRE X.

LA NOBLESSE ESPAGNOLE; SON IMPORTANCE POLITIQUE ET TERRITORIALE.

Madrid, 10 janvier 1837.

C'est surtout en examinant l'attitude et l'importance de la noblesse en Espagne que nous aurons besoin de secouer l'influence de nos préjugés français, de ces préjugés que nous avons reçus en naissant, que nous portons sans nous en apercevoir dans nos études et dans nos jugements, et qui, puisés chez nous par beaucoup d'Espagnols émigrés, contribuent momentanément à embrouiller sur nouveaux frais des questions déjà trop compliquées.

En France, pays d'égalité, la noblesse, l'aristocratie de tout genre, est impopulaire; et en Espagne, où le sentiment d'égalité est pour le moins aussi énergique, l'aristocratie est considérée, est populaire, et n'excite ni haine ni envie. Avant d'aller plus loin, rendons-nous compte de cette différence dont l'origine remonte très-haut.

Si l'on se trompe si souvent sur l'Espagne, s'il est si difficile de ne se pas tromper sur le compte de ce pays, ne serait-ce pas faute de s'occuper assez de son histoire, faute de prendre garde que, sous des apparences à peu près conformes à celles des autres monarchies absolues, l'Espagne a eu, par le fait, un développement historique entièrement différent du reste de l'Europe, et que les éléments dont la société espagnole est formée n'ont ni la même origine, ni conséquemment les mêmes tendances que ceux dont se composent les autres États européens. L'Europe tout entière, à la chute de l'empire romain, a été conquise, occupée par les Barbares; la race vaincue et la race victorieuse se sont établies sur le même sol, les uns comme maîtres, les autres comme serfs et vassaux; et si l'on voulait résumer en deux mots à peu près toute l'histoire de France et d'Angleterre, on pourrait dire qu'on n'y trouverait guère autre chose que les progrès de l'émancipation de la race conquise, progrès dont les termes les plus saillants sont, chez nous, l'affranchissement

des communes à l'origine et la révolution française pour conclusion. Il semblerait qu'en proclamant l'égalité civile, politique et religieuse, la révolution française aurait dû éteindre jusqu'au souvenir de la lutte et de la haine réciproques ; mais telle est l'antiquité de cette haine, qu'elle survit même à l'objet de la querelle. Ne crie-t-on pas encore tous les jours en France à l'aristocratie ? comme si cela signifiait quelque chose ; et ce cri, tout vide de sens qu'il soit devenu, ne réveille-t-il pas encore, dans la plupart des esprits, je ne sais quelle irritation confuse et sans objet ? C'est qu'en effet les souvenirs des siècles ne s'effacent pas en un jour ; il y a eu de par le monde des dîmes et des corvées, il y a eu des vainqueurs arrogants et des esclaves humiliés qui ne veulent pas qu'on fasse voir la marque de leurs liens encore empreinte sur leurs membres libres d'hier seulement. Il y a encore chez nous, sur ce point, une susceptibilité d'affranchis que le temps seul fera disparaître, et qui, malheureusement, n'ayant plus à s'exercer contre des inégalités réelles, engendre sous nos yeux, avant de mourir, je ne sais quelle disposition tracassière, empreinte de révolte et d'envie, indistinctement hostile à tout ce qu'il y a de supérieur et de fort.

En Espagne, vous ne trouverez rien de semblable ; le noble, car il y a encore des nobles dans ce pays, le noble n'est point arrogant et le bourgeois n'est pas jaloux ; il y a entre eux la différence de la richesse, mais pas d'autre. Il règne entre les diverses classes une égalité de ton et une familiarité de manières dont les démocrates les plus ombrageux se contenteraient. Non-seulement le bourgeois, mais le paysan, l'ouvrier, le porte-faix, le porteur d'eau gardent avec le noble leurs libres allures. Si une fois la maison leur a été ouverte, ils iront, viendront, s'assiéront et causeront avec leur noble propriétaire sur le ton de la plus parfaite égalité. Or, ferons-nous honneur de ces formes libérales au bon sens supérieur des Espagnols ? Non, sans doute ; quelque grand que soit ici le bon sens dans l'ordre des relations privées, il ne pourrait expliquer cette honorable restriction apportée aux constantes pratiques de l'orgueil. La véritable raison de ces rapports qui nous étonnent, c'est qu'en Espagne il n'y a jamais eu de roture ; c'est que le paysan n'est pas de race conquise, ni le noble de race conquérante ; c'est de l'expulsion des Maures que date l'Espagne moderne ; c'est là que remontent les titres de propriété ; or, par le fait même de cette expulsion, il

n'est resté, dans le pays, que des vainqueurs. Ce fut, on le sait, dans les montagnes des Asturies que s'était réfugiée, après l'invasion des Arabes, cette poignée d'hommes tenaces qui devinrent les sauveurs et les porte-enseignes de l'indépendance nationale. A mesure que leurs forces s'accrurent, que leurs triomphes se multiplièrent, que le Léon, les Castilles, l'Aragon étaient repris sur les infidèles, ils poussaient devant eux les vaincus. La prise de Grenade, qui fut le terme de la puissance politique des Maures, ne finit point leurs désastres : l'inquisition, déchainée après eux, les tortura d'abord, les força de renoncer à leur culte, à leur costume, à leur langage, et finit par les déporter par centaines de mille et à diverses reprises, depuis Ferdinand et Isabelle jusqu'à l'extinction presque de la branche autrichienne. Aussi les gouttes de sang infidèle qui ont pu filtrer dans les veines espagnoles se sont préalablement dénaturées de manière à n'être plus reconnaissables. La noblesse de l'Espagnol, c'est donc d'être vieux chrétien ; ce titre seul le sauve du danger de toute parenté avec une race doublement méprisée par le fait de sa défaite et par celui de son infidélité. Ce nom seul de vieux chrétien, fût-il porté par le dernier porte-faix, est donc un titre dont il est fier et qui l'égale dans son esprit aux plus grands personnages. Et, par exemple, parmi ces *aguadores* (porteurs d'eau), que les Asturies envoient chaque année à Madrid, beaucoup sont nobles, le savent et s'en vantent, et vous disent en se redressant, le baril d'eau sur l'épaule : *Yo soy mejor que mi amo* (je suis plus noble, je vaud mieux que mon maître). C'est, en effet, dans les montagnes des Asturies que les plus anciennes et les plus nobles familles vont de préférence chercher leur origine, et cela par le même sentiment qui fait mépriser, aux habitants des provinces basques, le reste de l'Espagne. Ceux qui n'ont pas été conquis méprisent les autres ; aussi est-ce de ceux-là qu'on veut descendre, et dans les provinces qui ont subi la conquête, tous ayant repoussé l'ennemi, l'infidèle, sont fiers, chacun à sa manière, et se traitent en égaux, parce que, je le répète, le fait capital de l'histoire d'Espagne c'est la lutte contre l'islamisme ; c'est de là que datent la propriété, la noblesse ; c'est par-là seulement qu'on peut expliquer et le pouvoir politique immense du clergé et les grandes possessions de la noblesse et la courtoisie de ses manières. Mais laissons pour aujourd'hui le clergé de côté et continuons à ne nous occuper que de la noblesse.

La considération morale dont a joui si longtemps la noblesse tient surtout à ce que, entre tous les conquérants, leurs ancêtres furent les plus puissants et les plus braves; tandis que d'autres restaient à cultiver leurs champs, eux se battaient et reculaient les frontières de la chrétienté espagnole. Cette conduite leur a justement valu la considération et le respect, sans que ce respect pût jamais rien avoir de servile, puisque entre eux et le dernier Espagnol il n'y avait pas l'abîme de la conquête, mais seulement un degré différent d'activité ou de courage. Voici maintenant l'origine de leurs vastes possessions.

La plupart du temps, les rois de Castille ou d'Aragon donnaient, aux chefs militaires qui les avaient aidés dans leurs guerres contre les Maures, une portion des terres conquises comme prix de leurs services. Souvent aussi ces seigneurs, déjà riches par eux-mêmes, achetaient à la couronne une portion de ses nouveaux domaines; d'autres fois enfin, un seigneur bâtissait un fort près de la frontière des infidèles, et s'y maintenait avec ses hommes d'armes; des paysans venaient s'établir sous la protection du fort; et, quand la frontière espagnole se trouvait de nouveau reculée, le seigneur se trouvait aussi devenu maître et suzerain du territoire qu'il avait protégé et défendu.

Ses possessions, dont l'origine, vous le voyez, n'avait rien d'odieux, étaient devenues immenses. Le clergé qui prêchait la foi, et la noblesse qui la défendait de son épée contre l'invasion musulmane, durent nécessairement recueillir la plus grande part des profits moraux et temporels d'une victoire à la fois nationale et religieuse. Il arriva de plus pour la noblesse que, grâce à l'institution féodale des majorats, des biens déjà considérables, réunis sur une seule tête, passèrent par alliance dans d'autres familles riches elles-mêmes et qui devinrent, de la sorte, de véritables puissances. Aussi, même encore à l'heure qu'il est et en dépit de toutes ses disgrâces, la noblesse peut être considérée, aujourd'hui que les couvents sont supprimés et leurs biens confisqués, comme formant presque seule la classe des grands propriétaires et comme possédant la meilleure partie du sol de l'Espagne.

Moins redoutable que le clergé et presque aussi riche que lui, la noblesse ne fut point favorisée par la royauté. En diverses circonstances où des guerres formidables avaient épuisé les ressources,

la couronne imagina de faire contribuer la noblesse en faisant réviser les donations royales qui l'avaient mise en possession de ses immenses domaines ; lorsque la donation n'était point en règle, et on avait soin qu'elle le fût rarement, on la cassait, et les dépouilles des nobles venaient, sous le nom de restitution, grossir le trésor royal ; mais ce fut surtout à partir de l'avènement sur le trône d'Espagne de la maison de Bourbon que le crédit de la noblesse alla chaque jour déclinant. La noblesse espagnole avait été généralement contraire à la clause du testament de Charles II, qui appelait le duc d'Anjou sur le trône ; la plupart penchaient pour l'archiduc. Aussi, lorsque l'influence du duc d'Harcourt et les intrigues de Portocarrero eurent enfin assuré la couronne au petit-fils de Louis XIV, c'en fut fait du crédit politique de la noblesse espagnole. Les Bourbons, indépendamment des révisions exercées contre elle, la tinrent presque constamment éloignée des affaires. Les grands noms de la monarchie espagnole disparaissent pour faire place à Alberoni, Ripperda, Grimaldi, des étrangers, ou à des noms récemment anoblis ou d'une noblesse secondaire, tels que Ensenada, Aranda, etc., ou enfin à des favoris, comme Manuel Godoy, ou à des créatures tirées des derniers rangs de la société, comme Calomarde.

Éloignée forcément des affaires, la noblesse finit par en perdre les traditions et l'aptitude, et, de ce moment, sa décadence fut rapide. Les fils de la noblesse, possesseurs d'une immense fortune comme l'aristocratie anglaise, mais ne voyant point, comme les jeunes lords, s'ouvrir devant eux la carrière de l'ambition politique, négligèrent complètement les études sérieuses et se firent remarquer par leur ignorance au milieu de l'ignorance générale. Le plaisir, la débauche et la dissipation devinrent le seul emploi de leur temps, et leur intelligence, comme leur fortune, eut également à souffrir de ce triste régime. La plupart des grandes familles sont endettées, leurs biens, mal administrés, ne suffisent pas à une dépense mal calculée, et l'on peut dire, en ce sens, que les nobles ont contribué, pour leur part, à familiariser les esprits avec les idées de banqueroute, les plus populaires qu'il y ait dans toute l'Espagne. Toutefois, pour être juste, il faut ajouter que d'autres causes, qui ne leur sont pas légitimement imputables, ont contribué à leur ruine. Indépendamment de l'action indirecte que la royauté exerça

contre eux en les éloignant des affaires ; ils ont été en butte à des vexations beaucoup plus immédiates. N'ayant depuis longtemps conservé de la féodalité que les charges onéreuses, chaque noble était obligé, à l'ouverture de la succession paternelle, de demander au roi une lettre d'investiture qui le mit en possession, sinon des biens, du moins du rang de son père, et sa demande devait être accompagnée d'un don à la couronne assez considérable ; de plus, il leur fallait payer des droits énormes pour chaque titre, et quand on réfléchit que quelques-uns d'entre eux en possèdent plus de trente, on reconnaît facilement que l'honneur stérile de s'intituler grand d'Espagne et de rester couvert en présence du roi ne leur était pas octroyé gratis. Comme grands propriétaires enfin, ils ont énormément souffert dans la guerre de l'indépendance, depuis 1808 jusqu'en 1814. Quant aux indemnités accordées à ce titre par le gouvernement de Ferdinand, elles ont été, suivant l'usage antique et solennel, la proie des fournisseurs, des brocanteurs de toute espèce, dont l'habileté ordinaire a su, comme toujours, détourner à son profit les réparations accordées aux véritables intéressés. Toutes ces disgrâces réunies ont donc contribué singulièrement à ruiner la grandesse et à porter à son importance politique des coups mortels.

Il faut dire cependant que, depuis que l'Espagne s'agite pour de vagues essais de rénovation, on a vu plusieurs des membres de la noblesse secouer leur léthargie héréditaire, se mettre au courant des idées étrangères, refaire une éducation trop souvent négligée, remettre de l'ordre dans l'administration de leurs biens et se rendre dignes et capables en tout point de marcher à la tête de ce qu'on pourra peut-être un jour tenter de raisonnable pour la régénération politique de leur pays, et l'on peut ajouter que les connaissances pratiques et réelles qu'ils doivent à leur qualité de grands propriétaires leur assureront un grand avantage sur la bourgeoisie théoricienne des villes, le jour où les affaires publiques pourront être traitées sérieusement, régulièrement et par d'autres moyens que les conspirations militaires et les débiles émeutes imitées de la révolution française.

Dans la question qui partage aujourd'hui l'Espagne, la noblesse, presque tout entière, s'est ralliée au trône d'Isabelle, et la raison en est facile à concevoir. Dans la plupart des autres pays, la noblesse

et la royauté, toutes deux d'origine féodale, se sont, d'ordinaire, appuyées l'une sur l'autre et ont marché de concert. La noblesse semblait le cortège nécessaire et naturel de la royauté. Ici, en Espagne, où ni la noblesse ni la royauté ne sont fondées sur la conquête, où le peuple des campagnes n'a jamais eu à s'affranchir d'une oppression qui, comme nous le verrons plus tard, ne l'a jamais atteint, et où le clergé, armé de l'inquisition, suffisait largement pour comprimer l'essor des idées qui germent de préférence dans les villes, la royauté, comme nous l'avons vu, a pu impunément se détacher de la noblesse, séparer sa cause de la sienne, annuler son influence politique et la rançonner de mille manières. L'absolutisme n'a point réussi à la noblesse, elle a lieu d'attendre beaucoup mieux d'un gouvernement libre; aussi, s'il y a en Espagne de sincères partisans du régime représentatif, ils se trouvent à coup sûr parmi les nobles, qui sont en droit, la plupart, d'espérer une large et légitime importance de leur richesse territoriale et de leurs lumières, du jour où le règne de la violence, quelle qu'elle soit, aura fait place à un ordre naturel où les éléments de la force réelle ne seront plus opprimés et pourront peser dans la balance pour leur valeur propre; mais la même raison qui les a éloignés de D. Carlos les éloigne également de ces glorieuses idées radicales si heureusement empruntées aux plus mauvais jours de notre révolution. Ils sont aujourd'hui, comme tout le parti modéré, retirés sous leur tente et attendant des jours meilleurs.

Car ce n'est pas aujourd'hui une des moindres singularités de la révolution espagnole que l'attitude de ce parti modéré, qui seul, quoi qu'on ait pu dire, est en mesure de donner à tout ce mouvement désordonné une conclusion et une consistance durable. On a cru bien longtemps en France qu'il n'y avait de salut, pour l'Espagne libérale, que dans l'entraînement révolutionnaire. Raisonnant par analogie et par induction, on a cru qu'il fallait de nouveaux jacobins pour en finir avec l'ancien régime espagnol et stimuler l'élan national. De tout petits montagnards sont venus, qui n'ont rien entraîné, qui n'ont mis sur pied ni quatorze armées, ni une seule, qui n'ont rien fait de mieux que ceux qu'on appelait les Girondins et qui n'ont enfin réveillé nulle part l'élan national. C'est qu'en effet les deux positions sont singulièrement différentes. Sauf l'ascendant du clergé, déjà depuis longtemps fortement entamé,

ce qu'il y a à faire en Espagne c'est bien plus une réforme qu'une révolution. Il n'y a pas, en un mot, une race de vainqueurs et une race de vaincus, une classe d'opresseurs et une classe d'opprimés ; et s'il y avait des opprimés, ce ne serait pas le peuple, matériellement plus heureux, à beaucoup d'égards, que le peuple de France et d'Angleterre. Le vice et le fléau de l'Espagne, c'est une administration corrompue, défectueuse dans son mode d'action ; c'est une torpeur et un engourdissement qui ont donné aux plus absurdes abus la consécration des siècles. Que, pour porter remède à cette lèpre, il fallût rompre avec don Carlos et l'ancien régime, c'est chose évidente ; mais qu'il faille pour cela déchaîner l'esprit révolutionnaire, c'est ce qui est absurde et heureusement impossible, par la raison toute simple que l'esprit révolutionnaire n'existe pas en Espagne ; aussi est-ce là son moindre danger. Qu'on redoute pour l'Espagne le nombre croissant des bandes de factieux et de voleurs, la séparation des provinces et l'annulation complète des forces du gouvernement, voilà qui est très-raisonnable ; qu'on craigne l'esprit révolutionnaire, c'est avoir peur des revenants. Craignez les voleurs, les concussionnaires, les intrigues, soit ; et, quant aux jacobins, soyez bien tranquille. En effet, il ne s'agit pas de désorganiser le pays ; Dieu merci, la besogne est complète ; il s'agit de l'organiser, et pour cela il ne faut pas seulement des tirades sur la révolution française, mais aussi de l'énergie, de l'habileté et du temps.

Aussi le parti modéré dans lequel la noblesse se classe naturellement, au lieu de résister au parti exalté, a cru, en face de D. Carlos, devoir lui céder, de peur de renforcer l'ennemi commun, et il attend son jour. Cette tactique, si conforme au génie patient et temporisateur des Espagnols, est peut-être, après tout, le plus sûr. Le règne des théories creuses finira de lassitude et d'inanition, la guerre tombera d'épuisement ; car, grâce au ciel, les deux partis sont aujourd'hui aussi fatigués et aussi impuissants l'un que l'autre, et, à la première lueur de sérénité, le parti modéré recouvrera infailliblement son ascendant. Alors seulement vous pourrez entendre parler de cette malheureuse noblesse qui, toujours mise à l'écart, soit par l'absolutisme des rois, soit par celui des soi-disant démocrates, est bien payée, ce me semble, pour aspirer à un régime de tranquillité et de liberté réelles.

Dans une prochaine lettre, je compte vous envoyer quelques

renseignements sur les rapports de la noblesse avec le peuple des campagnes et sur les bases de son influence territoriale.

LETTRE XI.

LA NOBLESSE ESPAGNOLE; SON IMPORTANCE POLITIQUE ET TERRITORIALE.

Madrid, 20 janvier 1857.

Indépendamment des causes dont je vous parlais dans ma dernière lettre, et qui ont réduit à si peu de chose le crédit politique de la noblesse, il faut remarquer que le nombre des grandes familles est excessivement restreint. On évalue à cinquante environ le nombre des familles qui portent le titre de grandesse; quant aux nobles simplement titrés (*titulos de Castilla*), on en compte de cent à cent cinquante. Toutefois, par une bizarrerie assez remarquable, ce n'est ni la grandesse, ni le titre qui constituent la noblesse véritable et réellement considérée; il y a telle famille, pauvre et sans titre d'aucun genre, qui date de beaucoup plus loin que les noms les plus en évidence, et qui est fière en proportion de son ancienneté; car, comme dit un proverbe espagnol: « le roi peut faire des grands, Dieu seul fait les gentilshommes (*caballeros*). » Ces distinctions, devenues aujourd'hui fort insignifiantes au milieu d'intérêts plus graves, alimentent encore cependant, parmi les intéressés, une foule de petites rivalités et de petites prétentions qui, d'ailleurs, font peu de bruit et ne trouvent au dehors nul écho. C'est déjà depuis longtemps de l'histoire ancienne.

Je vous parlais, dans ma dernière lettre, de l'égalité de ton et de manières que la communauté de races établissait ici entre la noblesse et le peuple. Si des rapports purement moraux vous voulez maintenant reporter les yeux avec moi sur les intérêts positifs, sur les relations du propriétaire et du fermier, vous comprendrez bien vite que l'unité originelle de nationalité, acquise à l'Espagne par un développement historique particulier, n'a point influé seulement sur les formes de la politesse; mais que la propriété, ce fonds com-

mun de toutes les querelles politiques, porte elle-même des traces profondes de cette égalité native.

La propriété en Espagne est de deux sortes : la propriété de la terre et la propriété de la dime. Sans avoir, en ce moment, la possibilité de vous faire une histoire, même incomplète, de ces deux sortes de propriétés, je voudrais, sans plus tarder, appeler votre attention sur quelques dispositions remarquables par leur esprit libéral et démocratique, et qu'on est très-étonné de rencontrer à propos de dîmes, de noblesse et de tous ces noms du moyen âge qui n'ont jamais rappelé chez nous que des souvenirs de vexation et de servitude.

D'abord on peut appliquer à la noblesse ce que je vous disais il y a quelque temps du clergé. Des causes analogues leur inspirent, en général, une grande douceur pour le fermier. Il y a des familles de paysans qui, depuis trois cents ans, sont fermiers sur la même terre, serviteurs de la même famille noble, et l'antiquité de ces rapports les a rendus, en quelque sorte, respectables. De plus, les grandes possessions du maître, la continuité que l'institution des majorats établissait dans les intérêts, permettaient souvent au propriétaire de supporter des délais dans le paiement de ses revenus, délais impossibles à tolérer dans des pays où la division et le mouvement perpétuel des propriétés et où la tension générale des ressorts sociaux mettent chacun dans le cas de chercher plutôt à obtenir du crédit que de faire crédit soi-même. Le propriétaire que son fermier ne payait pas disait : « Il paiera à mon fils ; » et si de grands inconvénients pouvaient, d'ailleurs, découler d'un semblable état de choses, il faut convenir au moins que le poids n'en retombait pas sur le fermier. Mais ceci n'est qu'une coutume, un usage, bienveillant sans doute, mais que le propriétaire a toujours la faculté de révoquer. D'autres dispositions plus formelles, écrites dans la loi, témoigneront mieux encore de la faveur accordée au paysan.

Bien que les lois et les coutumes varient ici de province à province, et qu'on ne puisse guère les étudier que sur les lieux, il y en a cependant quelques-unes qui sont communes à toute la couronne de Castille, et qui méritent une attention particulière. C'est ainsi, par exemple, qu'un fermier qui paie mal ne peut être inquiété pour ce fait ; s'il ne paie pas du tout, le propriétaire peut le renvoyer, mais encore

faut-il qu'il le prévienne un an, et, dans quelques provinces, deux ans à l'avance, afin que le fermier puisse, par la récolte, rentrer dans ses fonds. Si un nouveau fermier propose au propriétaire un fermage plus élevé, l'ancien, en offrant la même somme, a droit à la préférence et peut rester contre le gré du propriétaire. Tout, vous le voyez, tend à consolider, à perpétuer les positions inférieures, quelquefois même, ainsi que nous allons le voir, aux dépens de la stricte justice.

En Andalousie et en Estramadure, le fermier peut, en dépit du contrat passé, demander, après la récolte, une nouvelle estimation de la terre et faire ainsi diminuer le prix convenu du fermage ; et, comme les experts sont d'ordinaire des gens de sa classe, il a presque toujours gain de cause dans l'estimation. Vous conviendrez que, si quelqu'un est opprimé dans ce pays de despotisme, ce n'est pas le paysan. Il existe enfin une coutume par laquelle je vais clore cette nomenclature aride, mais instructive ; c'est l'espèce d'inféodation connue sous le nom de *censo enfiteotico*. Un propriétaire cède sa terre à un fermier sous la condition d'une redevance fixe et annuelle, et, à partir de ce moment, le concessionnaire, moyennant paiement exact de la somme convenue, jouit de la propriété la plus entière et la plus imprescriptible ; il peut bâtir, démolir, planter, décupler la valeur de la terre, sans qu'on puisse jamais réclamer de lui rien qui excède la convention primitive ; la dépréciation des monnaies n'apporte aucune altération au contrat qui est éternel, de sorte que telle famille se trouve aujourd'hui en possession d'un bien considérable pour une redevance annuelle des plus chétives. C'est le type idéal des baux à longs termes, et les plus ardents démocrates ne pourront se refuser à reconnaître que, dans aucun pays peut-être, la part n'est faite plus belle au travail et à l'activité, et que, nulle part, les droits de la propriété ne sont moins vexatoires.

Nous retrouverons, dans les usages qui régissent les dîmes, quelques dispositions équivalentes. La dîme n'a point, en Espagne, l'impopularité sous laquelle elle a justement succombé en France. C'est peut-être un des plus vieux usages de cette Espagne où tout est vieux. Les uns font remonter l'origine de la dîme au temps des Carthaginois ; toujours est-il que, si les Romains ne l'établirent pas, ils l'adoptèrent. Ils avaient, dans leurs nombreuses et si diverses possessions, adopté l'usage constant de laisser les peuples se gouver-

ner par leurs propres lois et leurs propres magistrats, sous l'obligation d'un tribut. C'est là, dit-on, c'est dans la répartition imposée à chaque citoyen, pour satisfaire à la contribution imposée, que l'on croit retrouver l'origine la plus authentique de la dîme. Toujours est-il que les Goths la reçurent des Romains, et que les Arabes, qui apportaient d'Orient la même coutume, la trouvèrent, depuis des siècles, établie sur le sol de l'Espagne. Lorsqu'ils furent, à leur tour, chassés de la Péninsule, la dîme fut conservée comme une forme de l'impôt payé à la couronne pour les frais de la guerre. La couronne, à son tour, dans ses moments de gêne, vendit des dîmes à la noblesse; dans d'autres occasions, elle attribua des dîmes au clergé, aux chapitres, aux couvents, à titre de dotations. Depuis lors, les dîmes furent achetées et vendues comme toute autre propriété; et si elles se trouvent, pour la plus grande part, entre les mains des nobles, ce n'est pas parce qu'ils sont nobles, mais parce qu'ils sont grands propriétaires. La dîme, en Espagne, n'est donc pas, comme chez nous, une charge féodale issue de la conquête; c'est tout simplement une des formes de la contribution foncière ou de la propriété civile.

Par une particularité digne de remarque, et qui rentre dans l'esprit général que je vous ai signalé tout à l'heure en parlant de la propriété du sol, le fermier qui introduit sur sa terre une nouvelle culture est exempté de la dîme pendant dix ans, c'est-à-dire que c'est le propriétaire de la dîme qui fait, en définitive, les frais de l'innovation agricole. Enfin, pour mieux vous faire comprendre la nature de ce tribut, vous saurez que le capital représenté par la dîme est toujours défalqué dans l'estimation du bien, de sorte que la dîme n'est pas un surcroît pour le fermier, mais une des formes de sa redevance.

Ne croyez pas, au moins, que je me fais ici le défenseur absolu de la dîme. Cette propriété double, ces droits différents qui viennent à se croiser sur le même sol, sont, pour la culture, des causes funestes de retardement, et pour les hommes de loi des nids à procès. On me parlait, il y a quelques jours, d'une forêt de chênes, située en Estramadure, dont une portion sert à l'exploitation des mines d'Almaden, et qui offre, en ce genre, un véritable chef-d'œuvre de *brouillamini*. Ainsi la terre appartient à une commune, les arbres à une autre, les fruits de ces arbres, avec lesquels on nourrit des